



SECTION



BAS-RHIN

Section du Bas-Rhin
Direction Régionale des Finances Publiques

Téléphone : 03 88 56 55 60
fo.drfin67@dgfip.finances.gouv.fr

SITE WEB LOCAL: <http://fo-dgfip-sd.fr/067/>

1ère organisation syndicale dans le Bas-Rhin

Compte rendu de la Formation spécialisée (FS) du CSAL (ex-CHSCT) du 10 juillet 2023

En réponse à notre déclaration liminaire, le Président indique qu'un point GMBI sera ajouté à l'ordre du jour, comme demandé par le secrétaire adjoint de la FS au nom de l'ensemble des élus, et que le mouvement local, les vacances d'emplois et le télétravail seront vus en questions diverses.

GMBI/Accueil

En réponse directe à notre liminaire, le Directeur a reconnu (mais pouvait-il faire autrement ?) que la campagne était une charge lourde. Il a rappelé le droit d'alerte, national et local, déposé par **FO DGFIP** même si pour lui il n'y a pas de danger en expliquant, notamment, que le report au 31/07 avait détendu la charge de travail, que les réponses type facilitaient les réponses aux mails et que l'arrêt de l'assistance téléphonique locale au numéro national s'était achevée début juillet.

Il a proposé, comme le DG, de faire des visites sur place dans les services si les OS le souhaitent.

Pour lui, il n'y a pas eu d'improvisation mais il a fallu ajuster la communication.

Bref, si tout n'était pas parfait, tout a été bien fait...

Comme il n'avait pas répondu, **FO** est revenu sur son interpellation concernant la **note du 26 mai 2023** restructurant l'organisation interne des SIP et les missions des agents : est-ce bien le bon moment ? Le Président a répondu que la note n'est pas d'application immédiate et qu'il y aura plusieurs GT qui vont se tenir à l'automne.

Il a profité de sa réponse à **FO** pour ajouter le chantier de l'**évolution du contenu du travail des antennes** (seulement de l'accueil ou aussi accueil + gestion).

Sur GMBI, notre liminaire en disait déjà beaucoup...

La Direction devait nous présenter les chiffres de l'accueil. Mais, **s'agissant de l'accueil physique**, nous leur avons signalé sans attendre que **nous n'avions pas du tout les mêmes chiffres qu'eux...**

Pour les seules antennes d'Erstein et de Molsheim, donc sans le SIP de Sélestat, les collègues ont décompté :

- semaine 22 : 349 accueils guichet contre 341 pour la Direction (SIP mère compris)
- semaine 23 : 488 contre 265
- semaine 24 : 389 (aucune indication en ce qui concerne le tableau de la Direction)
- semaine 25 : 756 contre 657
- semaine 26 : 769 contre 403

Pour le SIP Saverne, la Direction indique 448 accueils pour la semaine 26.

Problème : la seule antenne de Haguenau en dénombre 540 !

Rien que le 26/06, il y a eu 146 personnes à Saverne et 205 à Haguenau, soit 351, sans compter l'antenne de Sarre-Union !

Rien que le 27/06, il y a eu 180 personnes à Saverne et 185 à Haguenau, soit 365, sans compter l'antenne de Sarre-Union !

Ainsi, sur 2 sites, des différences notables entre les chiffres indiqués par la Direction et ceux disponibles sur place... Nous avons bien évidemment demandé à la Direction de **justifier ces différences**.

Elle nous a répondu qu'elle avait utilisé l'outil ORCFA qui remontait automatiquement les chiffres mais elle n'a pu nous donner d'explications...

Si les remontées de l'administration ne sont **pas fiables** (quel que soit le motif) au niveau local (seulement dans le 67 ?), et qu'elles ne le sont pas au niveau national, pas étonnant que la Direction minimise la situation des services et ne prenne pas la mesure de la réalité...

On sait que le nouveau slogan de la DGFIP est « Calmez-vous, ça va bien se passer » mais quand même ... !!!

De fait, on peut légitimement avoir un **doute sérieux sur la fiabilité** des autres statistiques remontées concernant les RDV, les e-contacts, l'accueil téléphonique, les balfus...

FO a également souligné la crainte des collègues concernant un **bis-répétita** de la dernière semaine de juin, lors de la dernière semaine de juillet.

Après un petit moment de dialogue, le Président a reconnu qu'il avait fallu augmenter le nombre de propriétaires ayant déclaré leurs biens et donc repousser le délai au 31/07.

Ce qui est clair pour **FO** DGFIP 67 dans cette histoire c'est que la DG ne s'est en aucun cas préoccupée des agents avec ce délai supplémentaire d'un mois !!

Le Président a indiqué que la DRFIP 67 avait demandé **20 mois de vacataires** à compter de septembre (soit 5 mois pendant 4 mois), pour le **SDIF**.

Nous lui avons répondu qu'il s'agissait d'un **nouvel exemple de tout ce qui ne fonctionne plus à la DGFIP !**

Un élu **FO** a également relevé l'impact sur la volumétrie téléphonique des **SIE**.

FO DGFIP 67 a souligné à nouveau l'état de grande fatigue des collègues, comme déjà énoncé dans notre liminaire, concrètement en campagne de janvier à décembre 2023.

Le Président a répondu qu'il ne fallait peut-être plus penser avec les schémas de rythme de travail et de campagnes des années précédentes.

Nous lui avons rétorqué qu'il avait raison et qu'en fait les agents des SIP et du Centre de contact sont en campagne continue depuis la mise en place du PAS !! **Il doit donc comprendre leur épuisement...**

La direction a indiqué que le **SDIF** était à plus de 40 000 e-contacts depuis le début de l'année. **FO** a même ajouté que le stock en attente est au 10 juillet de 12741 e-contacts et qu'il s'agit au final de prioriser, re-prioriser, re-re-prioriser... perpétuellement...

Le Directeur a clos le sujet en disant que « ça prendra le temps que ça prendra » pour traiter le stock et le travail qui suivra et que pour les agents il s'agit de faire leurs heures de travail et c'est tout.

Nous invitons tous les collègues du SDIF, comme des autres services, à obéir à cette consigne... !!!

Dans notre déclaration liminaire, nous nous demandions si la direction locale avait pris la mesure de la situation. Après ce débat, nous en sommes plus que dubitatifs. Très clairement, ils attendent la fin juillet en pensant que tout ira bien la dernière semaine et que « la lumière est au bout du tunnel »... Pour le SDIF, la direction estime que les suites de la campagne seront digérées au plus tard en fin d'année (d'où des vacataires pendant 4 mois) alors que les OS penchent plutôt pour la mi-2024 (et encore)... Quant au Centre de Contact, la Direction ne l'a jamais évoqué d'elle-même...

[Mise en œuvre des mesures de sécurité des agents en fonction des mesures ministérielles](#)

Fourniture de véhicules + recensement gilets parre-balle remonté à la Centrale

Véhicules = location Citiz (déjà pour les **évaluateurs et les huissiers, test à BDV1**)

La DRFIP 67 a demandé des gilets pour l'ensemble de l'équipe **BCR**.

La Direction attend d'autres consignes de la DG (voir les CR des GT nationaux dans nos inFOmails précédents et sur le site national FO DGFIP), notamment concernant les **huissiers et l'accueil**.

Les représentants du personnel ont ensuite discuté de la sécurité à **Strasbourg Amendes** (CFTC + intervention **FO** et SFP) et au **SGC Strasbourg et Eurométropole (FO)** par rapport à l'accueil.

Fiches de signalement

Fiches collectives

Le secrétaire adjoint de la FS, au nom de l'ensemble des élus, a dû envoyer un mail au Président le 03/07 pour leur rappeler de traiter les fiches de signalement collectives.

Contrairement à ce que la Direction soutenait en séance, les élus **FO** ont démontré que ces fiches collectives n'ont jamais été présentées en Formation spécialisée !

De ce fait, les représentants du personnel ont demandé une suspension de séance pour rédiger une motion (voir PJ) rappelant les obligations de la Direction et demandant une Formation spécialisée spécifique avec tous les acteurs de prévention, en particulier le médecin du travail, pour traiter enfin les fiches de signalement collective de 2023.

La Direction peut essayer de traîner les pieds pour ne pas le faire, nous les y obligeons !

Et nous serons particulièrement vigilants pour la suite et pour les prochaines fiches collectives.

Par ailleurs, les représentants du personnel ont exigé qu'au-delà de la présentation, la Direction devait prévoir un traitement au long court et en informer les membres de la Formation spécialisée. Là aussi, si la Direction « oublie » de le faire, nous leur rappellerons !

La fiche concernant **Molsheim** (lettres de menaces) a bien sûr fait l'objet de débats, compte tenu de l'urgence potentielle et de l'émoi bien légitime suscité.

La Direction a informé les membres de la FS que la BCR avait été saisie, que l'identité de l'auteur était recherchée, qu'elle avait rappelé les précautions de sécurité et qu'il n'y avait pas de dépôt de plainte.

A la demande des représentants du personnel, le Directeur doit se prononcer dans la semaine sur le dépôt d'un article 40 (dénonciation d'un crime et délit par un fonctionnaire, lui en l'occurrence) auprès du Procureur, après avoir pris un avis juridique.

Fiches individuelles

Les élus **FO** ont demandé à ce que la Direction contacte et discute avec le/la/les collègue(s) ayant rédigé une fiche suite à une agression.

5 nouvelles fiches individuelles entre le 21/03 et le 02/06 (2 à Amendes, 1 au PRU Strasbourg, 1 au SIP de Sélestat, 1 à Bischwiller).

Concernant les arrivées tardives de la police à **Strasbourg Amendes**, le Directeur va écrire au Directeur départemental de la Sécurité publique.

Le Président a indiqué le lancement d'une étude pour la mise en place d'un sas à Strasbourg Amendes pour permettre aux usagers de sortir quand la grille sera fermée, sans passer par le service...

FO a rappelé les « défauts » de conception de cette trésorerie et les inepties de ce type dont les collègues subissent toujours les conséquences, ainsi que tout l'argent déjà injecté par le CHSCT...

NB : La Direction a découvert lors de cette FS la problématique ascenseur/accueil à Amendes.

2023 : déjà 9 fiches individuelles (1 conflit avec la hiérarchie, 1 conflit entre collègues, les autres sont insultes/injures l'un lors d'un accueil physique, 1 autre par courriel) + 4 collectives au 04/07

Pour mémoire, 32 fiches en 2022, 18 en 2021, 25 en 2020, 23 en 2019, 19 en 2018, 21 en 2017.

En cas d'incident, même petit, et plus encore en cas d'agression physique, verbale ou écrite, n'hésitez pas à rédiger une fiche car sans fiche, il n'y a pas d'incident...Et au final, l'Administration peut dire qu'il n'y en a pas tant que ça...

Point budgétaire

Les représentants du personnel ont refusé de valider le financement des plans d'évacuation car ce n'est pas au budget de la FS de le prendre en charge. Ce sera donc financé par le budget départemental, comme il se doit.

Nouvelles validations de dépenses : ventilateurs, climatiseurs mobiles, sacs à dos pour ordinateurs portables, gilets guide-file, kit clés de réarmement.

La sonorisation des guichets de la Trésorerie EMS est en l'état de budget estimatif.

Les formations prévues en 2023 : Sauveteur secouriste du travail, recyclage SST, accueil public agressif, exercices d'évacuation, gestes et postures, manipulation des extincteurs, TMS.

A noter qu'elles seront regroupées entre septembre et novembre. C'est la conséquence de l'impréparation de la création des CSAL et des FS par Bercy...

Le Président a par ailleurs annoncé l'arrivée d'un budget spécifique de 7350 € en provenance de la DG pour l'achat de casques audio pour l'accueil.

Accidents de service

Les nouveaux accidents (7 accidents de trajet depuis la dernière FS) ont été vus et discutés.

Et une solution trouvée en séance pour résoudre un problème d'électrification...

A nouveau, **FO** a demandé l'envoi d'un rappel d'information à tous les agents sur les modalités de secours.

Registre santé et sécurité au travail

RAS sur le registre en lui-même.

A propos de l'ascenseur de **Molsheim**, nous avons appris que la DRFIP 67 a été autorisée à sortir du marché compte tenu des difficultés rencontrées à Molsheim et ailleurs. Et cela vaut pour tous les sites.

Concernant Bischwiller, la Mairie n'a toujours pas répondu aux 2 courriers de la Direction relatifs aux problèmes thermiques en été et en hiver.

S'agissant de la chaleur et du froid, le Président a précisé que les agents qui se sentent dans une situation insupportable doivent le signaler au chef de service pour trouver une solution (autre pièce, télétravail, ...)

Point sur les exercices d'évacuation

HUS et Bischwiller n'ont pas fait d'exercice depuis 2021. Les élus ont donc demandé un exercice rapide, voire prioritaire pour **FO**... Exercices déjà réalisés en 2023 : Saverne, Sélestat, Vosges.

Tableau de suivi du désamiantage

La cellule prévention a créé un tableau de synthèse reprenant l'ensemble des informations par site.

Les élus **FO** se sont fait préciser certains éléments concernant le site du SGC EMS.

Point sur les travaux

Flash Immo de juin. Mise à jour orale en séance :

- Direction : les travaux de refroidissement du 3ème étage vont commencer.
- Neudorf : la rénovation 1^{er} bloc sanitaire a commencé, le désamiantage du 2ème bloc sanitaire est en cours. Le sol du 1^{er} étage est changé cette semaine.
- Haguenau : l'ascenseur sera positionné là où il y avait le monte-charge.
- Molsheim (question **FO**): le devis pour l'ouverture entre les 2 bureaux de l'antenne est signé mais la date des travaux n'est pas déterminée. **FO** a rappelé l'arrivée du nouvel agent au 07/08.

Espace de Discussion (EDD)

Suite à l'ouverture d'un EDD dans un service du Bas-Rhin, la Direction a présenté ses modalités d'organisation.

FO a rappelé que cela ne correspondait pas à la demande des OS puisque nous voulions une Médiation afin de répondre à l'ensemble des problèmes. En effet, comme **FO** l'a rappelé dans la déclaration liminaire du CSAL du 19/06 et en séance à cette FS (2 fois !!!) « un EDD n'est pas une médiation sociale et ne doit pas être mis en place pour régler des conflits relationnels ».

Or, nous ne contestons pas que les modalités de création du SGC lors du NRP sont à la base d'une partie des problèmes mais d'autres problèmes plus impactants existent.

Pour la première fois, le Président a dit qu'il ne partageait pas le diagnostic des syndicats.

FO lui a rétorqué par des arguments factuels (puisque la direction fait semblant de ne croire ni les agents du service qui se sont exprimés par une fiche collective ni les syndicats) : cette année encore, comme chaque année, des anciens, des sachants sont partis en mutation ; les 2 adjoints ont obtenu une mutation (dont un alors que le délai de séjour était opposable...!) ; Mais à part cela, tout va bien, il n'y a pas de problème...

Au lieu de régler les problèmes sérieusement au bénéfice des agents et de l'encadrement du service, la direction laisse sciemment la situation se dégrader. Les demandes de mutation continueront de fleurir chaque année et les problèmes perdureront, voire s'aggraveront. La Direction locale en portera donc l'entière responsabilité !

Thématiques de QUESTIONS DIVERSES soulevées par les élus FO

- **Vacances d'emplois** (en réponse à notre liminaire) : le constat de **FO** étant là, le Président n'a pu que redire que notre département n'était pas attractif, que 20 contractuels allaient être recrutés (voir notre inFOmail du 23/06) pour une installation en septembre, si possible, et annoncer en nouveauté que 3 postes seraient recrutés en décembre.

Sur les questions figurant à la fin de notre liminaire (charge de travail, objectifs, évaluation), le Président a précisé qu'il appartient au chef de service (CDS) de voir et revoir les priorités (par contre il n'a rien dit sur les priorités que lui fixait aux CDS...), voire les performances.

Bref, il a renvoyé la balle (et la responsabilité) aux CDS, dont certains relayeront cette responsabilité, et la pression qui va avec, vers les agents...

- **Télétravail** (toujours en réponse à notre liminaire) : même tactique de notre Directeur, redescendre la responsabilité et la pression vers les CDS...

FO DGFIP 67 a insisté sur le fait que les services où les CDS ayant déjà annoncé une réflexion en cours ou carrément une diminution des jours de télétravail sont aussi ceux qui connaissent soit des vacances plus importantes après mouvement soit un turn over important chaque année, à savoir le Centre de Contact et le SIP Saverne. A n'en pas douter, cette situation va encore alourdir les problématiques d'emplois dans ces services...

Le Président nous a répondu qu'un effort de réduction était demandé et que globalement il y avait besoin dans tous les services d'une discussion collective et individuelle sur le télétravail. Aussi, en septembre se dérouleront dans chaque service des réunions bilan/perspectives sur ce thème.

Le Directeur a aussi indiqué que des diminutions temporaires comme au Centre de Contact n'avaient pas vocation à devenir pérenne. Nous en reparlerons donc avec lui si besoin.

Pour mémoire : Pour revenir sur une situation de télétravail, il existe un formalisme. Tout refus de télétravail (à l'écrit évidemment, pas à l'oral...!!!) peut faire l'objet d'un recours...

- Maintenance des **fontaines à eau** : la DBLI va regarder mais il semble effectivement qu'il y ait des trous dans la raquette.

Visites de service des membres de la FS


à savoir la cellule de prévention et des représentants du personnel

Molsheim : le 13/07 à partir de 9h (Marina FUNCK pour FO DGFIP 67)

Direction : le 19/07 à partir de 14H (José PEREIRA pour FO DGFIP 67)

Vos élus : José-Luis PEREIRA, Marina FUNCK, Sami SADKAOUI, Virgine BRACHET,
Frank KAUFFEISEN, Clémentine BEAUVAIS - Experte : Marine WILHELM

Les élus FO interviennent quand vous nous faites remonter des problèmes !
Continuez et amplifiez ces remontées ! **Nous les porterons pour vous !**

Section FO DGFIP 67 fo.drifip67@dgfip.finances.gouv.fr	BULLETIN D'ADHESION à retourner à : Section FO DGFIP 67 - DRFIP
site local : www.fo-dgfip-sd.fr/067/ site national : www.fo-dgfip.fr/	NOM : PRENOM :
	GRADE : Echelon : Indice :
	AFFECTATION :
	déclare vouloir adhérer au Syndicat FORCE OUVRIERE DGFIP
	Fait à : le (signature)
	→ crédit d'impôt sur la cotisation syndicale à hauteur de 66% de son montant
	Secrétaire départemental et permanent syndical local : José PEREIRA ☎03.88.56.54.25



« Un optimiste, c'est un homme qui plante deux glands et qui s'achète un hamac ».

A vos côtés, de votre côté

